

Art. 14. Overeenkomstig artikel 2, § 1, 2° van het decreet van 25 april 2002 betreffende de tegemoetkomingen ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden door de plaatselijke, gewestelijke en gemeenschapsoverheden, door bepaalde werkgevers in de niet-commerciële sector, het onderwijs en de commerciële sector wordt de vennootschap beschouwd als een openbare instelling die van de Waalse Regering afhangt.

In afwijking van artikel 16, lid 2, van voornoemd decreet wordt het aantal punten dat de vennootschap mag gebruiken evenwel vastgesteld op tien (10) punten per arbeidspost.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 5 december 2008.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

A. ANTOINE

De Minister van Begroting, Financiën en Uitrusting,

M. DAERDEN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Ph. COURARD

De Minister van Economie, Tewerkstelling, Buitenlandse Handel en Patrimonium,

J.-C. MARCOURT

De Minister van Onderzoek, Nieuwe Technologieën en Internationale Betrekkingen,

Mevr. M.-D. SIMONET

De Minister van Vorming,

M. M. TARABELLA

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

D. DONFUT

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

B. LUTGEN

Nota

(1) *Zitting 2008-2009 :*

Stukken van het Waalse Parlement, 512 (2006-2007). Nrs. 1 tot 5,
Volledig verslag, openbare vergadering van 3 december 2008.

Bespreking - Stemmingen

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2008 — 4498

[2008/204513]

5 DECEMBRE 2008

Décret modifiant la loi du 13 juillet 1987 relative aux redevances radio et télévision (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. A l'article 2 de la loi du 13 juillet 1987 relative aux redevances radio et télévision, remplacé par l'article 3 du décret du 27 mars 2003, les mots "25,00 euros" sont remplacés par les mots "0 euro".

Art. 2. A l'article 6 de la même loi, modifié par l'article 7 du décret du 27 mars 2003, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots "Les montants des redevances radio et télévision sont adaptés" sont remplacés par les mots "Le montant de la redevance télévision est adapté";

2° à l'alinéa 2, les mots "les montants des redevances radio et télévision" sont remplacés par les mots "le montant de la redevance télévision".

Art. 3. L'article 8 de la même loi, modifié par l'article 9 du décret du 27 mars 2003, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 8. Lorsque la détention d'un appareil de radio sur véhicule ou d'un appareil de télévision débute dans le courant de la période visée à l'article 7, les redevances radio et télévision fixées aux articles 2, 3 et 4 sont dues pour la période qui débute le 1^{er} du mois au cours duquel la détention a été entamée, jusqu'au début de la période suivante visée à l'article 7. Elles sont dues au prorata du nombre de mois restant à courir à partir du mois au cours duquel la détention a été entamée jusqu'au début de la période suivante visée à l'article 7, par rapport au nombre de douze mois que comprend une période complète. »

Art. 4. A l'article 9 de la même loi, modifié par l'article 10 du décret du 27 mars 2003, le § 1^{er} est supprimé.

Art. 5. A l'article 10 de la même loi, modifié par l'article 11 du décret du 27 mars 2003, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 2, les mots "Le détenteur déjà inscrit qui n'a pas reçu d'invitation à payer un mois après la date de début de la période" sont remplacés par les mots "Le détenteur déjà inscrit qui n'a pas reçu d'invitation à payer la redevance télévision à l'expiration du mois suivant celui de début de la période";

2° au § 3, les mots "les redevances radio et télévision" sont remplacés par les mots "la redevance télévision".

Art. 6. A l'article 13 de la même loi, remplacé par l'article 14 du décret du 27 mars 2003, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 1^{er} est remplacé par la disposition suivante :

« Quiconque loue des appareils de télévision doit payer la redevance télévision visée à l'article 3 pour chaque appareil qu'il détient en vue d'une location. »;

2° l'alinéa 5 est supprimé.

Art. 7. L'article 15, alinéa 1^{er}, de la même loi, modifié par l'article 16 du décret du 27 mars 2003, est remplacé par la disposition suivante :

« Quiconque cesse de détenir avant la date de début d'une des périodes définies à l'article 7 un appareil de télévision est tenu de le notifier au service désigné par le Gouvernement avant la date extrême de paiement fixée à l'article 7, en spécifiant la destination donnée à l'appareil et, le cas échéant, le nom ou la dénomination et l'adresse du nouveau détenteur. S'il n'est pas satisfait à cette obligation, la redevance télévision doit être acquittée pour la totalité de la période. »

Art. 8. A l'article 19, alinéa 1^{er}, de la même loi, modifié par l'article 20 du décret du 27 mars 2003, sont apportées les modifications suivantes :

1° les mots "aucune redevance radio et télévision n'est due" sont remplacés par les mots "aucune redevance télévision n'est due";

2° les mots "pour les appareils de radio sur véhicule et de télévision installés sans but de lucre" sont remplacés par les mots "pour les appareils de télévision installés sans but de lucre".

Art. 9. A l'article 20 de la même loi, modifié par l'article 21 du décret du 27 mars 2003, sont apportées les modifications suivantes :

1° les mots "le détenteur d'un appareil de radio sur véhicule ou d'un appareil de télévision" sont remplacés par les mots "le détenteur d'un appareil de télévision";

2° les mots "l'annexe de l'invitation à payer les redevances radio ou télévision" sont remplacés par les mots "l'annexe de l'invitation à payer la redevance télévision";

3° les mots "le paiement de la redevance radio ou télévision due" sont remplacés par les mots "le paiement de la redevance télévision due".

Art. 10. A l'article 22 de la même loi, modifié par l'article 23 du décret du 27 mars 2003, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots "ou de radio sur véhicule" sont supprimés;

2° à l'alinéa 3, les mots "au paiement des redevances radio et télévision et au calcul de celles-ci" sont remplacés par les mots "au paiement de la redevance télévision et au calcul de celle-ci".

Art. 11. A l'article 23 de la même loi, les mots "d'un appareil de radio sur véhicule ou" sont supprimés.

Art. 12. A l'article 25, alinéa 1^{er}, de la même loi, remplacé par l'article 25 du décret du 27 mars 2003, les mots "radio ou" sont supprimés.

Art. 13. A l'article 26 de la même loi, remplacé par l'article 26 du décret du 27 mars 2003, sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 1^{er} est remplacé par la disposition suivante :

« § 1^{er}. La redevance télévision, éventuellement majorée en application de l'article 18, qui n'a pas été acquittée dans les délais de paiement prévus aux articles 7, 9 et 10, fait l'objet d'un enrôlement au plus tard trois ans après la fin de la période visée à l'article 7 ou à l'article 8.

Les rôles sont formés et rendus exécutoires par le fonctionnaire désigné par le Gouvernement. »;

2° au § 2, 1°, les mots "Région wallonne - Radio-Télévision Redevances" sont remplacés par les mots "Région wallonne - Télévision Redevance".

Art. 14. A l'article 27 de la même loi, modifié par l'article 27 du décret du 27 mars 2003, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1^{er}, les mots "d'un ou de plusieurs appareils de radio sur véhicule ou" sont supprimés;

2° au § 4, les mots "en vue de la perception des redevances radio et télévision" sont remplacés par les mots "en vue de la perception de la redevance télévision";

3° au § 6, les mots "en matière de redevances radio et télévision" sont remplacés par les mots "en matière de redevance télévision".

Art. 15. Dans la même loi, il est inséré un article 29bis, rédigé comme suit :

« Art. 29bis. § 1^{er}. En cas de restitution de taxes, d'amendes ou d'intérêts de retard, cette restitution s'opère par virement au compte courant postal de l'ayant droit, au compte qu'il possède auprès d'un établissement de crédit affilié à une chambre de compensation du pays ou représenté auprès d'elle, ou encore par assignation postale établie à son nom.

Le service désigné par le Gouvernement notifie au bénéficiaire de la restitution le montant à restituer, les motifs qui lui paraissent justifier cette restitution et le mode de restitution, par virement (avec mention de la référence du compte bancaire dont le service a connaissance) ou par assignation postale, proposé par le service.

Ce bénéficiaire peut notifier au service désigné par le Gouvernement les observations qu'il entend faire valoir, demander le changement du mode de restitution ou communiquer une autre référence de compte bancaire pour recevoir la restitution, dans un délai d'un mois à compter de la date d'effet de la notification de l'alinéa 2, ce délai pouvant être prolongé pour de justes motifs.

§ 2. Celui qui a obtenu irrégulièrement une décision de restitution est tenu de reverser à la Région wallonne le montant indûment restitué, soit par reversement sur le compte courant postal désigné par le Gouvernement wallon pour recevoir le paiement de la redevance conformément à l'article 31, § 2, soit, lorsque le montant à restituer n'a pas encore fait l'objet d'un virement ou de l'envoi d'une assignation postale, par imputation du montant précédemment à restituer au redevable sur le montant à reverser à la Région.

§ 3. Dans le cas du § 2, le service désigné par le Gouvernement notifie au redevable, par lettre recommandée à la poste, les motifs qui lui paraissent justifier le reversement du montant précédemment indûment restitué, le montant à reverser à la Région et le mode de reversement, par imputation, par virement ou par assignation postale, proposé par le service.

Le redevable de ce reversement peut notifier au service désigné par le Gouvernement les observations qu'il entend faire valoir, dans un délai d'un mois à compter de la date d'effet de la notification de l'alinéa 1^{er}, ce délai pouvant être prolongé pour de justes motifs.

Sauf lorsque l'imputation prévue par le § 2, *in fine*, est proposée par le service, le redevable doit payer le montant à reverser dans le délai fixé par la notification de l'alinéa 1^{er}, sans que ce délai puisse être inférieur à quinze jours à partir de l'expiration du délai de l'alinéa 2.

§ 4. Le montant à reverser conformément au § 2, qui n'a pas été acquitté dans le délai de paiement prévu au § 3, alinéa 3, fait l'objet d'un enrôlement au plus tard trois ans après la fin de la période visée à l'article 7 à laquelle se rapporte le montant précédemment indûment restitué.

L'article 26, § 1^{er}, alinéa 2, § 2 et § 3, est applicable à cet enrôlement.

Ce montant à reverser ne peut toutefois être enrôlé avant l'expiration du délai du § 3, alinéa 2, sauf si le redevable du reversement a marqué son accord par écrit sur le reversement, ou si les droits du Trésor régional sont en péril pour une cause autre que l'expiration des délais précités.

§ 5. Les articles 10, § 1^{er}, 28, 29 et 31, de la présente loi sont applicables aux montants à reverser conformément au § 2. »

Art. 16. Les personnes visées aux articles 7, alinéa 3, ou 8, de la loi du 13 juillet 1987 relative aux redevances radio et télévision, qui sont redevables d'une redevance radio effectivement due pour une période débutant entre le 1^{er} avril 2008 et le 30 septembre 2008, ont droit à la restitution de la partie de cette redevance radio qui se rapporte à la période du 1^{er} octobre 2008 au 31 mars 2009 pour laquelle la redevance en cause est supprimée.

Sans préjudice de l'article 52bis du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes, la restitution aux personnes visées par l'alinéa 1^{er}, de la redevance radio due pour la période du 1^{er} octobre 2008 au 31 mars 2009, a lieu selon les modalités suivantes :

— le montant à restituer est par priorité restitué par la voie d'une imputation de ce montant sur celui de la redevance télévision due par le même redevable à l'échéance suivante du 1^{er} avril 2009;

— subsidiairement, pour les contribuables pour lesquels l'imputation susmentionnée au premier tiret qui précède, n'aurait pas pu être faite avec effet au 1^{er} avril 2009, par défaut de redevance télévision due par ce même redevable, le montant à restituer leur est effectivement remboursé selon les modalités prévues par l'article 29bis de la loi du 13 juillet 1987 relative aux redevances radio et télévision, et ce au plus tôt après l'échéance du 1^{er} avril 2009 de la redevance télévision.

Art. 17. Les dispositions de la loi du 13 juillet 1987 relative aux redevances radio et télévision qui sont modifiées, remplacées ou supprimées par les articles 6, 1^o, 10, 11, 13, 1^o, et 14, du présent décret, restent applicables aux redevances radio dues relativement aux périodes imposables ayant débuté avant le 1^{er} janvier 2009, pour les appareils donnés en location, et avant le 1^{er} octobre 2008, pour les redevances dues par les autres détenteurs.

Art. 18. Le présent décret entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Toutefois, par dérogation :

— les articles 1^{er} à 5, 6, 2^o, 7 à 9, et 12 du présent décret entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2009, pour les appareils donnés en location;

— les articles 1^{er} à 5, 6, 2^o, 7 à 9, et 12 du présent décret entrent en vigueur le 1^{er} octobre 2008, pour les redevances dues par les autres détenteurs que ceux visés au tiret précédent.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 5 décembre 2008.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,
A. ANTOINE

Le Ministre du Budget, des Finances et de l'Équipement,
M. DAERDEN

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
Ph. COURARD

Le Ministre de l'Économie, de l'Emploi, du Commerce extérieur et du Patrimoine,
J.-C. MARCOURT

La Ministre de la Recherche, des Technologies nouvelles et des Relations extérieures,
Mme M.-D. SIMONET

Le Ministre de la Formation,
M. TARABELLA

Le Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances,
D. DONFUT

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

—
Note

(1) Session 2008-2009.

Documents du Parlement wallon, 870 (2008-2009), n^{os} 1 et 2.

Compte rendu intégral, séance publique du 3 décembre 2008.

Discussion - Votes.

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2008 — 4498

[2008/204513]

5. DEZEMBER 2008

Dekret zur Abänderung des Gesetzes vom 13. Juli 1987 über die Rundfunk- und Fernsehgebühren (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen, und Wir, Regierung, sanktionieren es:

Artikel 1 - In Artikel 2 des Gesetzes vom 13. Juli 1987 über die Rundfunk- und Fernsehgebühren, ersetzt durch Artikel 3 des Dekrets vom 27. März 2003, wird der Wortlaut "25,00 Euro" durch den Wortlaut "0 Euro" ersetzt;

Art. 2 - In Artikel 6 desselben Gesetzes, abgeändert durch Artikel 7 des Dekrets vom 27. März 2003, werden folgende Abänderungen angebracht:

1° In Absatz 1 wird der Wortlaut "Die Beträge der" durch "Der Betrag der", der Wortlaut "Rundfunk- und Fernsehgebühren" durch den Wortlaut "Fernsehgebühr" und der Wortlaut "angepasst werden" durch "angepasst wird" ersetzt;

2° In Absatz 2 wird der Wortlaut "Die Beträge" durch "Der Betrag" und der Wortlaut "Rundfunk- und Fernsehgebühren" durch den Wortlaut "Fernsehgebühr" ersetzt.

Art. 3 - Artikel 8 desselben Gesetzes, abgeändert durch Artikel 9 des Dekrets vom 27. März 2003, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 8 - Wenn das Halten eines in einem Fahrzeug installierten Rundfunkgeräts oder eines Fernsehgeräts im Laufe des in Artikel 7 erwähnten Zeitraums beginnt, sind die in den Artikeln 2, 3 und 4 festgesetzten Rundfunk- und Fernsehgebühren für den Zeitraum geschuldet, der am 1. des Monats, in dem das Halten beginnt, anfängt, bis zum Anfang des in Artikel 7 erwähnten folgenden Zeitraums. Sie sind für die Anzahl Monate, die ab dem Monat, in dem das Halten begonnen hat, bis zum Anfang des in Artikel 7 erwähnten folgenden Zeitraums (im Verhältnis zu der Anzahl von zwölf Monaten, die eine vollständige Periode darstellt), noch laufen, geschuldet.»

Art. 4 - In Artikel 9 desselben Gesetzes, abgeändert durch Artikel 10 des Dekrets vom 27. März 2003, wird § 1 gestrichen.

Art. 5 - In Artikel 10 desselben Gesetzes, abgeändert durch Artikel 11 des Dekrets vom 27. März 2003, werden folgende Abänderungen angebracht:

1° in § 2 wird der Wortlaut "Der schon angemeldete Halter, der keine Zahlungsaufforderung einen Monat nach dem Beginn des Zeitraums erhalten hat" durch den Wortlaut "Der schon angemeldete Halter, der keine Aufforderung zur Zahlung der Fernsehgebühr am Ende des auf den ersten Monat des Zeitraums folgenden Monats erhalten hat" ersetzt;

2° In § 3 wird der Wortlaut "die Rundfunk- und Fernsehgebühren" durch den Wortlaut "die Fernsehgebühr" ersetzt.

Art. 6 - In Artikel 13 desselben Gesetzes, abgeändert durch Artikel 14 des Dekrets vom 27. März 2003, werden folgende Abänderungen angebracht:

1° Absatz 1 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Jeder, der Fernsehgeräte vermietet, muss die in Artikel 3 erwähnte Fernsehgebühr für jedes Gerät, das er zu dessen Vermietung hält, zahlen.»

2° Absatz 5 wird gestrichen.

Art. 7 - Artikel 15 Absatz 1 desselben Gesetzes, abgeändert durch Artikel 16 des Dekrets vom 27. März 2003, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Jeder, der ein Fernsehgerät vor dem Anfangsdatum eines der in Artikel 7 erwähnten Zeiträume nicht mehr hält, muss dies der durch die Regierung bezeichneten Dienststelle vor dem in Artikel 7 festgesetzten äußersten Zahlungsdatum mitteilen und dabei dessen Zweckbestimmung und gegebenenfalls den Namen oder die Bezeichnung und die Anschrift des neuen Halters angeben. Wird dieser Verpflichtung nicht genügt, so muss die Fernsehgebühr für den gesamten Zeitraum entrichtet werden.»

Art. 8 - In Artikel 19, Absatz 1 desselben Gesetzes, abgeändert durch Artikel 20 des Dekrets vom 27. März 2003, werden folgende Abänderungen angebracht:

1° der Wortlaut "keine Rundfunk- und Fernsehgebühr ist geschuldet" wird durch den Wortlaut "keine Fernsehgebühr ist geschuldet" ersetzt;

2° der Wortlaut "für die ohne Gewinnerzielungsabsicht in einem Fahrzeug installierten Rundfunkgeräte oder die Fernsehgeräte" wird durch den Wortlaut "für die ohne Gewinnerzielungsabsicht installierten Fernsehgeräte" ersetzt.

Art. 9 - In Artikel 20 desselben Gesetzes, abgeändert durch Artikel 21 des Dekrets vom 27. März 2003, werden folgende Abänderungen angebracht:

1° der Wortlaut "der Halter eines in einem Fahrzeug installierten Rundfunkgeräts oder eines Fernsehgeräts" wird durch den Wortlaut "der Halter eines Fernsehgeräts" ersetzt;

2° der Wortlaut "die Anlage zur Aufforderung zur Zahlung der Rundfunk- und Fernsehgebühren" wird durch den Wortlaut "die Anlage zur Aufforderung zur Zahlung der Fernsehgebühr" ersetzt;

3° der Wortlaut "die Zahlung der geschuldeten Rundfunk- und Fernsehgebühr" wird durch den Wortlaut "die Zahlung der geschuldeten Fernsehgebühr" ersetzt.

Art. 10 - In Artikel 22 desselben Gesetzes, abgeändert durch Artikel 23 des Dekrets vom 27. März 2003, werden folgende Abänderungen angebracht:

1° in Absatz 1 wird der Wortlaut "oder von Rundfunkgeräten in Fahrzeugen" gestrichen;

2° in Absatz 3 wird der Wortlaut "die Rundfunk- und Fernsehgebühren zahlen müssen und die deren Berechnung" wird durch den Wortlaut "die Fernsehgebühr zahlen müssen und die deren Berechnung" ersetzt.

Art. 11 - In Artikel 23 desselben Gesetzes wird der Wortlaut "eines in einem Fahrzeug installierten Rundfunkgeräts oder" gestrichen.

Art. 12 - In Artikel 25 Absatz 1 desselben Gesetzes, ersetzt durch Artikel 25 des Dekrets vom 27. März 2003, wird der Wortlaut "Rundfunk- oder" gestrichen.

Art. 13 - In Artikel 26 desselben Gesetzes, ersetzt durch Artikel 26 des Dekrets vom 27. März 2003, werden folgende Abänderungen angebracht:

1° Der § 1 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«§ 1 - Die eventuell in Anwendung von Artikel 18 erhöhte Fernsehgebühr, die innerhalb der in den Artikeln 7, 9 und 10 vorgesehenen Zahlungsfristen nicht entrichtet worden ist, ist Gegenstand einer Eintragung in die Heberolle spätestens drei Jahre nach dem Ablauf des in Artikel 7 oder Artikel 8 erwähnten Zeitraums.

Die Heberollen werden von dem durch die Regierung bezeichneten Beamten gebildet und für vollstreckbar erklärt.»;

2° in § 2 wird der Wortlaut "Wallonische Region - Rundfunk- und Fernsehgebühr" durch den Wortlaut "Wallonische Region - Fernsehgebühr" ersetzt.

Art. 14 - In Artikel 27 desselben Gesetzes, abgeändert durch Artikel 27 des Dekrets vom 27. März 2003, werden folgende Abänderungen angebracht:

1° In § 1 wird der Wortlaut "eines oder mehrerer in einem Fahrzeug installierten Rundfunkgeräte(s)" gestrichen;

2° In § 4 wird der Wortlaut "im Hinblick auf die Erhebung der Rundfunk- und Fernsehgebühren" durch den Wortlaut "im Hinblick auf die Erhebung der Fernsehgebühr" ersetzt;

3° In § 6 wird der Wortlaut "in Sachen Rundfunk- und Fernsehgebühren" durch den Wortlaut "in Sachen Fernsehgebühr" ersetzt.

Art. 15 - Ein Artikel 29bis mit folgendem Wortlaut wird in dasselbe Gesetz eingefügt:

«Art. 29bis - § 1 - Bei Rückerstattung von Gebühren, Bußgeldern oder Verzugszinsen erfolgt diese Rückerstattung durch die Überweisung auf das Postscheckkonto des Bezugsberechtigten, auf das Konto, das er bei einem Kreditinstitut besitzt, das einer Abrechnungsstelle des Landes zugeordnet oder bei dieser vertreten ist, oder auch durch Postanweisung auf seinen Namen.

Die durch die Regierung bezeichnete Dienststelle notifiziert dem Anspruchsberechtigten den zurückzuerstattenen Betrag, die Gründe, aus denen diese Rückerstattung als gerechtfertigt erscheint, und die durch die Dienststelle vorgeschlagene Rückerstattungsweise, durch Überweisung (mit Angabe der Bezugsnummer des von der Dienststelle bekannten Bankkontos) oder durch Postanweisung.

Dieser Anspruchsberechtigte kann der durch die Regierung bezeichneten Dienststelle die Bemerkungen, die er gelten lassen will, mitteilen, die Änderung der Rückerstattungsweise beantragen oder eine andere Bankkontonummer mitteilen, um die Rückerstattung zu erhalten, dies innerhalb eines Monats ab dem Datum des Wirksamwerdens der in Absatz 2 erwähnten Notifizierung, wobei diese Frist aus triftigen Gründen verlängert werden kann.

§ 2 - Derjenige, der einen Rückerstattungsbeschluss auf unregelmäßige Weise erhalten hat, muss der Wallonischen Region den irrtümlich zurückerstatteten Betrag zurückzahlen, entweder durch Überweisung auf das durch die Wallonische Regierung zum Erhalt der Zahlung der Gebühr gemäß Artikel 31 § 2 bestimmte Postscheckkonto oder, wenn der zurückzuerstattende Betrag noch nicht Gegenstand einer Überweisung oder der Zusendung einer Postanweisung gewesen ist, durch Anrechnung des vorher dem Gebührenpflichtigen zurückzuerstattenden Betrags auf den der Region zurückzuzahlenden Betrag.

§ 3 - Im in § 2 erwähnten Fall notifiziert die durch die Regierung bezeichnete Dienststelle dem Gebührenpflichtigen per bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief die Gründe, aus denen diese Rückzahlung des vorher irrtümlich zurückerstatteten Betrags als gerechtfertigt erscheint, den der Region zurückzuzahlenden Betrag und die durch die Dienststelle vorgeschlagene Rückzahlungsweise, durch Anrechnung, durch Überweisung oder durch Postanweisung.

Dieser Rückzahlungspflichtige kann der durch die Regierung bezeichneten Dienststelle die Bemerkungen, die er gelten lassen will, mitteilen, dies innerhalb eines Monats ab dem Datum des Wirksamwerdens der in Absatz 1 erwähnten Notifizierung, wobei diese Frist aus triftigen Gründen verlängert werden kann.

Außer wenn die in § 2 *in fine*, vorgesehene Anrechnung durch die Dienststelle vorgeschlagen wird, muss der Gebührenpflichtige den zurückzuzahlenden Betrag innerhalb der in Absatz 1 erwähnten Notifizierung festgesetzten Frist entrichten, ohne dass diese Frist weniger als fünfzehn Tage ab dem Ablauf der Frist von Absatz 2 betragen darf.

§ 4 - Der gemäß § 2 zurückzuzahlende Betrag, der nicht innerhalb der in § 3, Absatz 3 vorgesehenen Frist entrichtet worden ist, wird Gegenstand einer Eintragung in die Heberolle spätestens drei Jahre nach dem Ablauf des in Artikel 7 erwähnten Zeitraums, auf den sich der vorher irrigerweise zurückerstattete Betrag bezieht.

Artikel 26 § 1 Absatz 2 § 2 und § 3 ist auf diese Eintragung in die Heberolle anwendbar.

Dieser zurückzuzahlende Betrag kann jedoch nicht vor dem Ablauf der in § 3 Absatz 2 erwähnten Frist in die Heberolle eingetragen werden, außer wenn der Rückzahlungspflichtige sich schriftlich mit der Rückzahlung für einverstanden erklärt hat oder wenn die Rechte des regionalen Schatzamtes aus einem anderen Grund als dem Ablauf der vorerwähnten Fristen gefährdet sind.

§ 5 - Die Artikel 10 § 1, 28, 29 und 31 des vorliegenden Gesetzes sind auf die gemäß § 2 zurückzuzahlenden Beträge anwendbar.»

Art. 16 - Die in den Artikeln 7 Absatz 3 oder 8 des Gesetzes vom 13 Juli 1987 über die Rundfunk- und Fernsehgebühren erwähnten Personen, die eine tatsächlich für einen zwischen dem 1. April 2008 und dem 30. September 2008 beginnenden Zeitraum geschuldete Rundfunkgebühr schuldig sind, haben Anrecht auf die Rückerstattung des Teils dieser Rundfunkgebühr, der sich auf den Zeitraum vom 1. Oktober 2008 bis zum 31. März 2009, für den die betroffene Gebühr gestrichen wird, bezieht.

Unbeschadet des Artikel 52bis des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der regionalen wallonischen Abgaben erfolgt die Rückerstattung der für den Zeitraum vom 1. Oktober 2008 bis zum 31. März 2009 geschuldeten Gebühr an die in Absatz 1 erwähnten Personen gemäß folgenden Modalitäten:

— der zurückzuerstattende Betrag wird vorrangig durch Anrechnung dieses Betrags auf den Betrag der von demselben Gebührenpflichtigen am folgenden Fälligkeitsdatum vom 1. April 2009 geschuldeten Fernsehgebühr zurückerstattet;

— was zusätzlich die Gebührenpflichtigen betrifft, für welche die beim ersten oben stehenden Strich erwähnte Anrechnung nicht bis zum 1. April 2009 tatsächlich erfolgt wäre, weil keine Fernsehgebühr von denselben Gebührenpflichtigen geschuldet ist, wird ihnen der zurückzuerstattende Betrag tatsächlich gemäß den in Artikel 29bis des Gesetzes vom 13. Juli 1987 über die Rundfunk- und Fernsehgebühren vorgesehenen Modalitäten zurückerstattet, dies frühestens nach dem Fälligkeitsdatum der Fernsehgebühr vom 1. April 2009.

Art. 17 - Die Bestimmungen des Gesetzes vom 13. Juli 1987 über die Rundfunk- und Fernsehgebühren, die durch die Artikel 6 1^o 10, 11, 13, 1^o und 14 des vorliegenden Dekrets abgeändert, ersetzt oder gestrichen werden, bleiben auf die für die gebührenpflichtigen Zeiträume, die vor dem 1. Januar 2009 angefangen haben, geschuldeten Rundfunkgebühren, was die vermieteten Geräte betrifft, und vor dem 1. Oktober 2008, was die von de anderen Haltern geschuldeten Gebühren betrifft, anwendbar.

Art. 18 - Das vorliegende Dekret tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

In Abweichung davon:

— treten jedoch die Artikel 1 bis 5, 6, 2^o, 7 bis 9 und 12 des vorliegenden Dekrets am 1. Januar 2009 in Kraft, was die vermieteten Geräte betrifft;

— treten jedoch die Artikel 1 bis 5, 6, 2^o, 7 bis 9 und 12 des vorliegenden Dekrets am 1. Oktober 2008 in Kraft, was die anderen Halter als diejenigen, die unter dem vorigen Strich erwähnt werden, betrifft.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 5. Dezember 2008

Der Minister-Präsident,
R. DEMOTTE

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,
A. ANTOINE

Der Minister des Haushalts, der Finanzen und der Ausrüstung,
M. DAERDEN

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,
Ph. COURARD

Der Minister der Wirtschaft, der Beschäftigung, des Außenhandels und des Erbes,
J.-C. MARCOURT

Die Ministerin der Forschung, der neuen Technologien und der auswärtigen Beziehungen,
Frau M.-D. SIMONET

Der Minister der Ausbildung,
M. TARABELLA

Der Minister der Gesundheit, der sozialen Maßnahmen und der Chancengleichheit,
D. DONFUT

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

—
Fußnote

(1) Sitzung 2008-2009

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 870 (2008-2009), Nrn. 1 und 2

Ausführliches Sitzungsprotokoll, öffentliche Sitzung vom 3. Dezember 2008

Diskussion - Abstimmungen.

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2008 — 4498

[2008/204513]

5 DECEMBER 2008

Decreet tot wijziging van de wet van 13 juli 1987 betreffende het kijk- en luistergeld (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. In artikel 2 van de wet van 13 juli 1987 betreffende het kijk- en luistergeld, vervangen door artikel 3 van het decreet van 27 maart 2003, worden de woorden "25,00 euro" vervangen door de woorden "0 euro".

Art. 2. Artikel 6 van dezelfde wet, gewijzigd bij artikel 7 van het decreet van 27 maart 2003, wordt gewijzigd als volgt :

1° in het eerste lid worden de woorden "De bedragen van het kijk- en luistergeld worden aangepast" vervangen door de woorden "Het bedrag van het kijkgeld wordt aangepast";

2° in het tweede lid worden de woorden "De bedragen van het kijk- en luistergeld" vervangen door de woorden "Het bedrag van het kijkgeld".

Art. 3. Artikel 8 van dezelfde wet, gewijzigd bij artikel 9 van het decreet van 27 maart 2003, wordt gewijzigd als volgt :

« wanneer het houden van een autoradiotoestel of van een televisietoestel aanvangt in de loop van de periode bedoeld in artikel 7, is het kijk- en luistergeld bepaald in de artikelen 2, 3 en 4 verschuldigd voor de periode die begint op de eerste van de maand waarin het houden begonnen is, tot het begin van de volgende periode bedoeld in artikel 7. Het kijk- en luistergeld is verschuldigd in verhouding met het aantal maanden dat nog moet verlopen vanaf de maand waarin het houden werd begonnen tot het begin van de volgende periode bedoeld in artikel 7, ten opzichte van de twaalf maanden die een volledige periode omvat. »

Art. 4. In artikel 9 van dezelfde wet, gewijzigd bij artikel 10 van het decreet van 27 maart 2003, wordt § 1 geschrapt.

Art. 5. Artikel 10 van dezelfde wet, gewijzigd bij artikel 11 van het decreet van 27 maart 2003, wordt gewijzigd als volgt :

1° in § 2 worden de woorden "De reeds geregistreerde houder die een maand na de begindatum van de periode bedoeld in artikel 7 geen betalingsuitnodiging heeft ontvangen" vervangen door de woorden "De reeds geregistreerde houder die na het verstrijken van de maand volgend op het begin van de periode bedoeld in artikel 7 geen betalingsuitnodiging voor het kijkgeld heeft ontvangen";

2° in § 3 worden de woorden "het kijk- en luistergeld" vervangen door de woorden "het kijkgeld".

Art. 6. Artikel 13 van dezelfde wet, gewijzigd bij artikel 14 van het decreet van 27 maart 2003, wordt gewijzigd als volgt :

1° het eerste lid wordt vervangen als volgt :

« al wie televisietoestellen verhuurt moet het in het artikel 3 bedoelde kijkgeld betalen voor elk toestel dat hij in zijn bezit heeft met de bedoeling om het te huren. »;

2 het vijfde lid vervalt.

Art. 7. Artikel 15, eerste lid, van dezelfde wet, gewijzigd bij artikel 16 van het decreet van 27 maart 2003, wordt gewijzigd als volgt :

« al wie geen houder meer is van een televisietoestel vóór de begindatum van één van de in artikel 7 omschreven periodes moet dit schriftelijk mededelen aan de Dienst aangewezen door de Regering vóór de in artikel 7 bepaalde uiterste betaaldatum, met opgave van de bestemming die aan het toestel werd gegeven en eventueel van de naam of de benaming en het adres van de nieuwe houder. Indien deze verplichting niet wordt nageleefd, moet het kijkgeld voor de gehele periode worden gekweten. »

Art. 8. Artikel 19, eerste lid, van dezelfde wet, gewijzigd bij artikel 20 van het decreet van 27 maart 2003, wordt gewijzigd als volgt :

1° de woorden "geen kijk- en luistergeld verschuldigd" worden vervangen door de woorden "geen kijkgeld verschuldigd";

2° de woorden "voor de autoradiotoestellen en de televisietoestellen die zonder winsttoogmerk zijn opgesteld" worden vervangen door de woorden "voor de televisietoestellen die zonder winsttoogmerk zijn opgesteld".

Art. 9. Artikel 20 van dezelfde wet, gewijzigd bij artikel 21 van het decreet van 27 maart 2003, wordt gewijzigd als volgt :

1° de woorden "de houder van een autoradiotoestel of van een televisietoestel" worden vervangen door de woorden "de houder van een televisietoestel";

2° de woorden "de bijlage van de uitnodiging tot het betalen van het verschuldigde kijk- of luistergeld" worden vervangen door de woorden "de bijlage van de uitnodiging tot het betalen van het verschuldigde kijkgeld";

3° de woorden "de betaling voor het verschuldigde kijk- of luistergeld" worden vervangen door de woorden "de betaling voor het verschuldigde kijkgeld".

Art. 10. Artikel 22 van dezelfde wet, gewijzigd bij artikel 23 van het decreet van 27 maart 2003, wordt gewijzigd als volgt :

1° in het eerste lid vervallen de woorden "of autoradiotoestellen";

2° in het derde lid worden de woorden "die kijk- en luistergeld moeten betalen en voor het berekenen van dat kijk- en luistergeld" vervangen door de woorden "die kijkgeld moeten betalen en voor het berekenen van dat kijkgeld".

Art. 11. In artikel 23 van dezelfde wet vervallen de woorden "van een autoradiotoestel of".

Art. 12. In artikel 25, eerste lid, van dezelfde wet, gewijzigd bij artikel 25 van het decreet van 27 maart 2003, vervallen de woorden "of luistergeld".

Art. 13. Artikel 26 van dezelfde wet, gewijzigd bij artikel 26 van het decreet van 27 maart 2003, wordt gewijzigd als volgt :

1° § 1 wordt vervangen als volgt :

« § 1. Het in voorkomend geval in toepassing van artikel 18 vermeerderd kijkgeld dat niet betaald is binnen de betalingstermijnen bepaald in de artikelen 7, 9 en 10 wordt uiterlijk drie jaar na beëindiging van de periode bedoeld in artikel 7 of artikel 8 ingekohierd.

De kohieren worden gevormd en uitvoerbaar gemaakt door de ambtenaar die door de Regering aangewezen wordt;

2° in § 2, 1°, worden de woorden "Waals Gewest - Kijk- en luistergeld" vervangen door de woorden "Waals Gewest - Kijkgeld ».

Art. 14. In artikel 27 van dezelfde wet, gewijzigd bij artikel 27 van het decreet van 27 maart 2003, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1 vervallen de woorden "van een of meer autoradiotoestellen of";

2° in § 4 worden de woorden "met het oog op het invorderen van het kijk- en luistergeld" vervangen door de woorden "met het oog op het invorderen van het kijkgeld";

3° in § 6 worden de woorden "inzake kijk- en luistergeld" vervangen door de woorden "inzake kijkgeld".

Art. 15. In dezelfde wet wordt een artikel 29bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 29bis. § 1. In geval van terugbetaling van belastingen, boeten of verwijlinteressen, gebeurt deze terugbetaling door overschrijving op de postchequerekening van de rechthebbende, op de rekening die hij bezit bij een kredietinstelling aangesloten of vertegenwoordigd bij een verrekenkamer van het land of via een postassignatie op zijn naam.

De door de Regering aangewezen dienst betekent het terug te betalen bedrag, de motivatie van deze terugbetaling en de door de dienst voorgestelde terugbetalingswijze, namelijk per overschrijving (met vermelding van de referentie van de bankrekening waarvan de dienst kennis heeft genomen) of per postassignatie, aan de begunstigde van de terugbetaling.

Laatstgenoemde begunstigde kan de opmerkingen die hij wil laten gelden aan de door de Regering aangewezen dienst meedelen, om de verandering van de terugbetalingswijze verzoeken of een andere referentie van bankrekening mededelen om de terugbetaling te krijgen binnen een maand te rekenen van de uitwerkingsdatum van de kennisgeving van het tweede lid, waarbij deze termijn om geldige redenen verlengd kan worden.

§ 2. Degene die onregelmatig in aanmerking is gekomen voor een terugbetalingbeslissing, dient het onrechtmatig terugbetaalde bedrag aan het Waalse Gewest terug te storten, ofwel door storting op de postchequerekening aangeduid door de Waalse Regering om de betaling van de belasting in te volderen overeenkomstig artikel 31, § 2, ofwel wanneer het terug te betalen bedrag nog niet het voorwerp heeft uitgemaakt van een overschrijving of van de zending van een postassignatie, door aanrekening van het tevoren aan de verschuldigde terug te betalen bedrag op het aan het Gewest terug te storten bedrag.

§ 3. In het geval van § 2 betekent de door de Regering aangewezen dienst bij ter post aangetekend schrijven de motivatie van de terugstorting van het tevoren onrechtmatig terugbetaalde bedrag, het aan het Gewest terug te storten bedrag en de door de dienst voorgestelde terugbetalingswijze door aanrekening, overschrijving of postassignatie aan de verschuldigde.

De verschuldigde van laatstgenoemde terugstorting kan de opmerkingen die hij wil laten gelden aan de door de Regering aangewezen dienst meedelen binnen een maand te rekenen van de uitwerkingsdatum van de kennisgeving van het eerste lid, waarbij deze termijn om geldige redenen verlengd kan worden.

Tenzij de aanrekening bedoeld in § 2 in fine door de dienst wordt voorgesteld, moet de verschuldigde het terug te storten bedrag betalen binnen de termijn bepaald in de kennisgeving van het eerste lid, zonder dat deze termijn kleiner dan vijftien dagen is vanaf het verstrijken van de in het tweede lid bedoelde termijn.

§ 4. Het overeenkomstig § 2 terug te storten bedrag dat niet binnen de in § 3, derde lid, bedoelde termijn niet betaald is, maakt het voorwerp uit van een inkohiering uiterlijk drie jaar na het einde van de in artikel 7 bedoelde periode waarop het tevoren onrechtmatig teruggestorte bedrag betrekking heeft.

Artikel 26, § 1, tweede lid, § 2 en § 3, is van toepassing op die inkohiering.

Dat terug te storten bedrag kan evenwel niet ingekohierd worden vóór het verstrijken van de termijn bedoeld in § 3, tweede lid, tenzij de verschuldigde van de terugstorting schriftelijk heeft ingestemd met de terugstorting of als de rechten van de gewestelijke Schatkist om een andere reden dan het verstrijken van bovenvermelde termijnen in gevaar zijn. »

§ 5. De artikelen 10, § 1, 28, 29 en 31 van deze wet zijn van toepassing op de overeenkomstig § 2 terug te storten bedragen. »

Art. 16. De personen bedoeld in de artikelen 7, derde lid, of 8, van de wet van 13 juli 1987 betreffende het kijk- en luistergeld die een luistergeld dat voor een periode inbegrepen tussen 1 april 2008 en 30 september 2008 werkelijk verschuldigd is, moeten betalen, hebben recht op de terugbetaling van het deel van laatstgenoemd luistergeld dat betrekking heeft op de periode tussen 1 oktober 2008 en 31 maart 2009 waarvoor de betrokken bijdrage opgeheven wordt.

Onverminderd artikel 52bis van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de directe gewestelijke belastingen, vindt de terugbetaling aan de in het eerste lid bedoelde personen van het luistergeld verschuldigd voor de periode tussen 1 oktober 2008 en 31 maart 2009 plaats volgens de volgende modaliteiten :

— het terug te betalen bedrag wordt bij voorkeur terugbetaald door aanrekening van dat bedrag op dat van het luistergeld verschuldigd door dezelfde verschuldigde op de volgende vervaldatum van 1 april 2009;

— in de tweede plaats voor de belastingplichtigen voor wie de in het eerste streepje bedoelde aanrekening niet met uitwerking op 1 april 2009 zou kunnen worden uitgevoerd, wordt het terug te betalen bedrag bij gebrek aan kijkgeld verschuldigd door dezelfde verschuldigde hun werkelijk terugbetaald volgens de modaliteiten bedoeld in artikel 29bis van de wet van 13 juli 1987 betreffende het kijk- en luistergeld en dit op z'n vroegst na de vervaldatum van 1 april 2009 van het kijkgeld.

Art. 17. De bepalingen van de wet van 13 juli 1987 betreffende het kijk- en luistergeld die worden gewijzigd, vervangen of geschrapt bij de artikelen 6, 1°, 10, 11, 13, 1°, en 14, van dit decreet, blijven van toepassing op de luistergelden verschuldigd voor de belastbare periodes die vóór 1 januari 2009 zijn begonnen voor de verhuurde apparaten en vóór 1 oktober 2008 voor de door de andere houders verschuldigde bijdragen.

Art. 18. Dit besluit decreet treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Evenwel :

— treden de artikelen 1 tot 5, 6, 2°, 7 tot 9, en 12 van dit decreet in werking op 1 januari 2009 voor de verhuurde apparaten;

— treden de artikelen 1 tot 5, 6, 2°, 7 tot 9, en 12 van dit decreet in werking op 1 oktober 2008 voor de bijdragen verschuldigd door de andere houders dan die bedoeld in het vorige streepje.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 5 december 2008.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

A. ANTOINE

De Minister van Begroting, Financiën en Uitrusting,

M. DAERDEN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Ph. COURARD

De Minister van Economie, Tewerkstelling, Buitenlandse Handel en Patrimonium,

J.-C. MARCOURT

De Minister van Wetenschappelijk Onderzoek, Nieuwe Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,

Mevr. M.-D. SIMONET

De Minister van Vorming,

M. TARABELLA

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

D. DONFUT

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

B. LUTGEN

Nota

(1) *Zitting 2008-2009.*

Stukken van het Waals Parlement 870 (2008-2009), nrs. 1 en 2.

Volledig verslag, openbare zitting van 3 december 2008.

Bespreking - Stemming.

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

GEMEENSCHAPPELIJKE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2008 — 4499

[C - 2008/31640]

4 DECEMBER 2008. — Besluit van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van Brussel-Hoofdstad tot vaststelling van de opdracht en samenstelling van de Commissie voor boekhoudkundige normen van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest

Het Verenigd College,

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 betreffende de Brusselse instellingen, inzonderheid het artikel 74;

Gelet op de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, zoals gewijzigd door de ordonnantie van 3 juni 2003 betreffende het administratief toezicht en de financiële, budgettaire en boekhoudkundige voorschriften, inzonderheid het artikel 87;

Gelet op het besluit van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van Brussel-Hoofdstad, van 22 november 2001, tot vaststelling van de opdracht en samenstelling van de Commissie voor boekhoudkundige normen van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

COMMISSION COMMUNAUTAIRE COMMUNE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2008 — 4499

[C - 2008/31640]

4 DECEMBRE 2008. — Arrêté du Collège réuni de la Commission communautaire commune de Bruxelles-Capitale déterminant la mission et la composition de la Commission des normes comptables des centres publics d'action sociale de la Région de Bruxelles-Capitale

Le Collège réuni,

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises, notamment l'article 74;

Vu la loi organique du 8 juillet 1976 des centres publics d'aide sociale, modifiée par l'ordonnance du 3 juin 2003 relative à la tutelle administrative et aux règles financières, budgétaires et comptables, notamment l'article 87;

Vu l'arrêté du Collège réuni de la Commission communautaire commune de Bruxelles-Capitale du 22 novembre 2001 déterminant la mission et la composition de la Commission des normes comptables des centres publics d'action sociale de la Région de Bruxelles-Capitale;